

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE : NOS VIES AVANT LEURS PROFITS !

Un épisode caniculaire intense s'étend sur tout le pays et Météo France a placé l'essentiel des départements en vigilance orange, avec des pics de température pouvant dépasser les 40 °C. L'urgence climatique se rappelle à nous, avec toute la violence des inégalités qui gangrènent la société capitaliste.

LES RICHES DÉTRUISENT LA PLANÈTE

Le changement climatique n'est pas une simple vue de l'esprit, il est mesuré avec précision. Ainsi, en France, le réchauffement a atteint 2,2 °C sur les dix dernières années. Des phénomènes de plus en plus extrêmes accompagnent cette hausse des températures : sécheresses, inondations... Les populations les plus pauvres sont les plus exposées à ces catastrophes, car elles n'ont aucun moyen d'y faire face. Alors que 2024 est l'année la plus chaude jamais enregistrée, la seule préoccupation des dirigeants de ce monde est d'aller... droit dans le mur. Le retour au pouvoir de Trump aux États-Unis donne le ton : même le « greenwashing », cette publicité mensongère qui consiste à se repeindre en vert, semble passé de mode. Avec son slogan « *Drill baby, drill!* » (« Forez, les gars, forez ! »), c'est l'exploitation et le business d'abord.

Mais le gouvernement français et l'ensemble des pays européens s'engouffrent aussi dans cette voie. En France, en pleine canicule, les députés votaient pour remettre aux calendes grecques le développement des énergies renouvelables. Il y a certainement la clim' au Parlement ! De même, ils s'apprêtent à voter la loi Du plomb, visant à faciliter l'agrandissement des élevages industriels, multiplier les mégabassines, réautorisier des insecticides dangereux, et on en passe. À l'échelle européenne, c'est la France qui remet en cause l'objectif de 90 % d'émissions de CO₂ en moins en 2040. Elle aura sans aucun doute gain de cause, puisque la nouvelle priorité des gouvernements européens semble être la hausse des dépenses militaires, au détriment de tout le reste.

IL FAIT TROP CHAUD POUR TRAVAILLER...

Dernièrement, le gouvernement Macron a suspendu les subventions aux rénovations d'ampleur par le dispositif MaPrimeRénov' alors que de nombreux logements restent des passoires thermiques, tout particulièrement dans le parc HLM. D'après la Fondation pour le logement (ex-Fondation Abbé-Pierre), 37 % des ménages modestes déclarent souffrir de la chaleur dans leur logement, contre 20 % des ménages plus aisés. Après avoir passé des nuits éprouvantes, il faut encore aller travailler : en dépit de l'alerte orange, qui indique un danger potentiel élevé, l'économie devrait continuer à tourner comme si de rien n'était. C'est pour cela que Borne, ministre de l'Éducation, a annoncé que les écoles resteraient ouvertes. Même si le bâti scolaire n'est absolument pas adapté, les enfants doivent être accueillis... pour que les parents puissent aller travailler, dans des conditions là non plus pas du tout adaptées.

L'été dernier, sept accidents mortels au travail ont été reconnus comme liés à la chaleur. Entre 2018 et 2023, ce sont au moins quarante-huit travailleurs qui ont été victimes d'un accident mortel lié à la chaleur, un chiffre probablement sous-estimé, de l'aveu même de Santé publique France. Chantiers, travaux agricoles... certains secteurs sont particulièrement exposés. Un décret entre en vigueur le 1^{er} juillet pour préciser les obligations des employeurs en matière de prévention des risques lors des épisodes de chaleur intense : horaires pouvant être modulés, eau fraîche disponible, locaux maintenus à une température adaptée... Tout reste très vague, principalement les températures concernées !

Au même moment, nous devrions nous résigner à vivre dans des bouilloires thermiques et à travailler coûte que coûte en pleine fournaise. Pas question de se laisser faire ! À nous de faire respecter nos droits pour ne pas nous mettre en danger, et le plus collectivement possible sera le mieux. En attendant de se débarrasser du capitalisme !

FERMETURE DU SOLIDE ? PRÉPARONS LA RIPOSTE !

En septembre, nous connaîtrons l'avenir du solide : fermeture partielle ou totale. Une annonce préparée depuis des mois par nos patrons : lignes à l'arrêt, objectifs inatteignables, manque d'investissements, tout cela a été organisé et planifié. Avec des discours à répétition sur les difficultés économiques, la direction tente de déguiser son attaque en coup du destin, prétendant subir ce qu'elle organise. Nous ne resterons pas sans réagir. Ils ont leur plan de bataille, à nous d'y opposer le nôtre.

LA LUTTE POUR NOS EMPLOIS A COMMENCÉ !

Tout est bon pour s'organiser : discussions, pétitions, débrayages... Nous entendons déjà des discours inquiets et des collègues prêts à se bagarrer. Nous devons continuer à nous organiser, nous rencontrer, créer de la solidarité. Pour gagner, nous devrons nous battre, faire grève, et décider ensemble de nos revendications et de nos modalités pour les imposer. Les patrons ont toutes les instances de l'entreprise pour organiser leur PSE, créons nos cadres de travailleurs pour organiser nos luttes.

HÉROUVILLE, FONTENAY : TOUS ENSEMBLE !

Vente d'Hérouville, fermeture du solide : c'est une attaque globale. Une vente de site ne se fait jamais en faveur des salariés. Ni à Hérouville, ni à Fontenay nous ne devons nous réjouir de la vente. S'ils veulent nous attaquer séparément, nous répondrons tous ensemble. Notre solidarité est notre force, peu importe le département !

SOLIDARITÉ AVEC NOS COLLÈGUES DE LA RATP !

Dans le cadre de l'ouverture à la concurrence, les sites de la RATP ont été rassemblés par lots qui vont être progressivement revendus séparément : ici comme là-bas, les ventes à la découpe servent à attaquer les conditions de travail et les salaires tout en divisant les salariés pour limiter les réactions collectives. Dans le 94, les collègues ont décidé de prendre leur avenir en main, et de s'unir pour ne pas subir. Ils appellent à la grève le 10 juillet : piquets de grève, assemblées générales et rassemblement le midi devant le siège d'IDF Mobilités. Un exemple à suivre, nous leur apportons tout notre soutien.

BOSSER DANS CES CONDITIONS, C'EST CHAUD !

À Cenexi, la canicule s'ajoute aux conditions de travail déjà dégradées : quand les températures sur ligne dépassent les 26 °C, ça devient intenable de s'activer pour tenir les cadences. Dans cette situation, certains collègues ont bien raison d'envisager un droit de retrait pour se protéger avant de faire un malaise. Et puisque nous sommes nombreux à subir la chaleur, autant le faire collectivement pour bien montrer à la direction que c'est sa manière d'organiser le travail qui est responsable !

VISITE PAS SURPRISE

Une nouvelle visite de l'ANSM est prévue la semaine prochaine. Comme à chaque fois, c'est le branle-bas de combat, et la direction fait tout pour présenter une usine Potemkine où tout irait pour le mieux. C'est pourtant elle qui ne fait rien pour améliorer la situation le reste du temps, en pinaillant sur le moindre investissement et la moindre embauche. Souvenons-nous en si elle ose utiliser l'argument d'un rapport ANSM pour s'en prendre à nos emplois ou nos conditions de travail !

SANOFI : LES CRS AU SERVICE DU PATRON

Les ventes de sites, ce n'est pas qu'à Cenexi. La semaine dernière, Sanofi a cédé son site de Maisons-Alfort au sous-traitant allemand Adragos. La première réunion sur le sujet a eu lieu mardi, à huis clos et sur un autre site, dans le dos des salariés. Mais la direction de Sanofi a eu tellement peur des éventuelles réactions qu'elle a de plus fait mobiliser un cordon de CRS devant le site de Maisons-Alfort ! Sanofi n'en est pas à son coup d'essai, puisqu'elle avait déjà fait appel à la police en novembre 2022 lors des NAO. Les flics avaient alors matraqué et gazé les grévistes qui réclamaient des embauches et des augmentations de salaires. L'État et sa police, fidèles défenseurs des intérêts du patronat !

RETAILLEAU DANS LES PAS DE TRUMP

« *Ne venez pas en France, c'est la tolérance 0* ». Tels étaient les mots de Retailleau jeudi dernier à la gare du Nord. Voilà la version française des rafles contre les travailleurs sans papiers que Trump mène en Californie et dans le reste des États-Unis : 4000 flics déployés sur deux jours sur les réseaux de transports pour contrôler au faciès. Une politique terroriste, puisqu'elle vise exactement à... terroriser l'ensemble des travailleurs. Aux États-Unis, la mobilisation a réussi à empêcher certains travailleurs immigrés de se faire expulser. À nous de suivre leur exemple! *All refugees welcome!*